



*Rapport du comité
sectoriel sur la sécurité
interne*

RAPPORT AU MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
SEPTEMBRE 2004

1. MISE EN CONTEXTE

Le « Comité sur la sécurité interne » (dit « le Comité ») compte au nombre des cinq comités institués au lendemain de la Commission parlementaire sur le Livre blanc relatif à la sécurité privée. Présidé par Me Denis Racicot, sous-ministre associé, le Comité est composé des membres dont la liste est produite à l'annexe A.

Comme son nom l'indique, le Comité avait pour mandat de dégager les positions émergentes sur la question de l'assujettissement de la sécurité interne au sein des entreprises, tant privées que publiques.

Les membres du comité se sont réunis les 4, 11 et 18 août 2004. Les échanges intervenus lors des deux premières rencontres furent consacrés à la question centrale de l'assujettissement à la loi. Lors de la troisième et dernière rencontre, le coordonnateur de la réforme, M. Sylvain Ayotte, fut convié à se joindre au Comité afin d'exposer à ses membres l'état des travaux réalisés au sein des autres comités sur les questions incidentes à l'assujettissement.

Au terme de la première rencontre tenue le 4 août dernier, le Conseil du patronat a signifié son intention de ne plus prendre part aux travaux du Comité et de notifier par écrit son retrait au ministre.

2. LES ENJEUX

La sécurité interne ne constitue pas un secteur en propre de la sécurité privée mais bien un mode de prestation des services de sécurité au sein des organisations. Ce faisant, le principal enjeu du Comité consistait à statuer sur l'opportunité d'assujettir ou non la sécurité interne à la loi qui sera issue de la présente réforme sur la sécurité privée au Québec.

Pour les membres du Comité, cet enjeu met en exergue deux questions sous-jacentes : l'une concernant une éventuelle obligation, pour les organisations dotées de services de sécurité interne, de détenir un permis d'agence et l'autre ayant trait à l'opportunité d'imposer aux agents oeuvrant au sein de ces services l'obligation de détenir un permis d'agent.

a. L'assujettissement de la sécurité interne

Bien que le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), à titre de représentant d'entreprises clientes des agences de sécurité, reconnaisse la légitimité des objectifs de professionnalisation des intervenants de l'industrie animant l'actuelle réforme de la sécurité privée, cet organisme est contre toute forme d'assujettissement de la sécurité interne au motif qu'elle constitue de l'ingérence indue de l'État dans l'entreprise privée.

Exception faite de la position exprimée par le CQCD, l'assujettissement de la sécurité interne à une législation sur la sécurité privée fait consensus parmi les membres du Comité, consensus dont les termes sont ci-après exposés.

i. Le permis d'agence

Les membres du Comité sont d'avis qu'il n'y a pas lieu d'assimiler à une agence de sécurité un service de sécurité interne oeuvrant au bénéfice exclusif d'une organisation, privée ou gouvernementale, pour les fins de l'octroi des permis d'agence et que l'exigence d'obtenir un tel permis, en pareilles circonstances, est en conséquence inopportune.

Ainsi, exception faite des entreprises qui offrent à des tiers leurs services de sécurité, auquel cas celles-ci seront réputées en faire le commerce au même titre qu'une agence, les membres du Comité estiment que les services de sécurité interne ne doivent pas être visés par l'exigence de détenir un permis d'agence.

ii. Le permis d'agent

Les membres du Comité concluent à l'opportunité que les agents de sécurité affectés à la sécurité interne des entreprises soient assujettis à la loi qui résultera de la présente réforme sur la sécurité privée. À la lumière des objectifs de professionnalisation de l'industrie et de protection du public inspirant la réforme législative, les membres du Comité conçoivent que les attentes et les attentes du citoyen sont les mêmes à l'endroit de l'agent de sécurité avec lequel il transige, que cet agent soit à l'embauche d'une agence ou de toute autre organisation. Ce faisant, dans la mesure où les fonctions effectuées par l'agent de sécurité à l'interne sont par ailleurs visées par le champ d'application de la loi (gardiennage, enquête), les membres du Comité estiment que cet agent doit être assujetti à la loi, notamment aux obligations relatives au permis d'agent, à la formation, ainsi qu'aux dispositions traitant d'éthique au sein de l'industrie. À cet égard, le Comité est d'avis que dans l'éventualité où la portée de la loi demeurerait circonscrite aux agences de sécurité, une telle situation exercerait une pression à la hausse sur les coûts afférents au personnel de ces agences, risquant incidemment de stimuler la demande pour des agents de sécurité embauchés à l'interne dont les activités échapperaient alors à toute forme de contrôle.

Subsidiairement, les membres du Comité sont relativement confortables avec une hypothèse d'assujettissement partiel des agents affectés à la sécurité interne des organisations, modulé par l'application du critère de l' « interface avec le public ». C'est ainsi qu'en fonction de cette hypothèse, les agents de sécurité exerçant des activités de sécurité par ailleurs assujetties à la loi et qui, dans l'exercice de ces fonctions, sont en contact avec le public, seront tenus de détenir un permis d'agent de sécurité. Comme cette hypothèse s'intéresse au contexte dans lequel les fonctions de sécurité sont exercées, elle ne saurait fonder des exclusions à la loi sur la seule base du statut de l'agent de sécurité ou de la vocation d'un service de sécurité (sécurité industrielle, notamment).

Les membres du Comité anticipent cependant des difficultés potentielles dans l'administration du critère de l' « interface avec le public », notamment lorsqu'il s'agira de qualifier, en certaines circonstances, les fonctions de sécurité effectuées par le personnel des organisations sur la base de cette variable. Ce faisant, et en dépit du fait qu'une telle hypothèse a le potentiel de satisfaire aux objectifs de protection du

public animant l'actuelle réforme, cette hypothèse, au terme des travaux du Comité, fait office d'alternative à un assujettissement pur et simple à la loi.

iii. La sécurité interne des secteurs public et parapublic

Les membres du Comité sont d'avis que dans l'éventualité où les agents de sécurité interne étaient assujettis à une législation sur la sécurité privée, la seule « allégeance gouvernementale » d'une organisation ou d'un organisme ne devrait pas permettre de l'y soustraire d'emblée. Les membres du Comité estiment toutefois que le contexte législatif propre à ces organisations pourrait potentiellement motiver certaines exclusions dans la mesure où les fonctions de sécurité concernées se révélaient autrement encadrées, et ce de façon cohérente avec les objectifs de professionnalisation de l'industrie de la sécurité privée poursuivis dans le cadre de l'actuelle réforme.

Les membres du Comité conviennent dès lors que la question de l'opportunité d'assujettir à la loi les agents de sécurité interne des secteurs public et parapublic devra être abordée sous l'angle de l'environnement législatif et réglementaire au sein duquel évoluent les organisations et organismes concernés, notamment par l'examen de leurs lois constitutives respectives.

b. Les questions incidentes

Les membres du Comité ont pris connaissance des travaux réalisés par les autres Comités sur les questions incidentes à l'assujettissement de la sécurité interne - à savoir la formation, le partage des responsabilités, le mécanisme de régulation de l'industrie, l'équipement et l'identification visuelle (agents, uniformes et véhicules) de même que le financement - et s'en montrent satisfaits. Ils laissent ainsi le soin aux autres comités de poursuivre la réflexion amorcée à l'égard de considérations, somme toute, accessoires à la question de l'opportunité d'assujettir ou non la sécurité interne à la loi.

3. CONCLUSION

Bref, exception faite du CQCD et à l'exclusion des permis d'agence, l'assujettissement à la loi de la sécurité interne fait consensus au sein du Comité. La question de la sécurité interne propre aux secteurs public et parapublic, considérant sa spécificité à certains égards, requerra quant à elle une analyse juridique particulière.

Les membres du Comité sont satisfaits d'avoir été conviés à ce forum consultatif et apprécient avoir pu contribuer à alimenter la réflexion préalable à la rédaction du projet de loi qui consacrera la réforme de la sécurité privée au Québec. Les membres du Comité se réservent par ailleurs l'option de commenter les termes de ce projet de loi en temps utile.

Annexe A : Liste des membres du comité sur la sécurité interne

Membres du comité

Monsieur Gaétan Lizotte, président
Association québécoise des intervenants en sécurité (AQIS)
1717, rue du Hâvre
Montréal (Québec) H2K 2X3

Madame Linda Vachon, présidente
Services Sécurivol inc.
2060, boul. de la Métropole
Longueuil (Québec) J4G 1X5

Monsieur Jacques Boucher, directeur
Prévention des pertes et sécurité
Provigo
400, avenue Saint-Croix
Saint-Laurent (Québec) H4N 3L4

Monsieur Jean-Pierre Gariépy, président
Association des directeurs de police du Québec
3131, boul. de la Concorde Est, suite 402
Laval (Québec) H7E 4W4

Monsieur Yvon Michaud, directeur général
Association des directeurs de police du Québec
3131, boul. de la Concorde Est, suite 402
Laval (Québec) H7E 4W4

Monsieur Michel Gougeon, vice-président sécurité corporative
Loto-Québec
550, Sherbrooke Ouest, 16^e étage
Montréal (Québec) H3A 3G6

M^e Gaston Lafleur, président-directeur général
Conseil québécois du commerce de détail
630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 910
Montréal (Québec) H3A 1E4

Responsable du Comité : M^e Denis Racicot, sous-ministre associé
Secrétaires du Comité : Carole Michel et Stéphanie Vachon